

A LA UNE : JUSTICE POUR LES 8 DE GOODYEAR !



DES SOLUTIONS AU CHÔMAGE, À LA PRÉCARITÉ EXISTENT

Retrouvez les **communistes** sur le web



web : www.pcfvaux.fr/
pcfvaux@wanadoo.fr

SOMMAIRE

- A la une : Solidarité avec les 8 de Goodyear
- L'éditorial, page 1
- Défendre l'emploi n'est pas un crime, page 2
- L'USEP dans le collimateur de la mairie, page 3
- Les brèves du Conseil municipal, page 3
- Modification constitutionnelle, l'appel à la députée Hélène Geoffroy, page 4

L'ÉDITORIAL : « AFFAIRE AGGOUN », « RENVOI DES BERTINS » : UN CONSEIL MUNICIPAL SURRÉALISTE ET INCOMPRÉHENSIBLE !

Les Vaudais ont assisté jeudi 4/02 à un Conseil Municipal que nous pouvons qualifier de surréaliste et incompréhensible. Tout d'abord, nous tenons à exprimer notre soutien aux victimes et au personnel municipal en souffrance. Nous pensions naïvement que Madame Geoffroy en aurait fait sa priorité ! Hélas, ce ne fut pas le cas.

Surréaliste dans la méthode.

Madame la députée-maire-vice-présidente (etc.), Hélène Geoffroy, a imposé une manière de faire fort peu démocratique : absence de débat lors du « renouvellement » des adjoints, refus de laisser s'exprimer M l'ex-adjoint Stéphane Bertin, chronomètre pour les temps de paroles ... Une situation onirique qu'a souligné notre élu, Bernard Genin, ironisant que « la prochaine fois on pourrait voter les rapports et les discuter après ».

Incompréhensible dans les choix.

Les mandats d'adjoints ont été retirés au couple Bertin (remplacés par d'autres « bertinistes »), ceux-là même qui ont permis la victoire de Madame Geoffroy en 2014. Rappelons que les 16% de la liste « apolitique » (bien à droite) conduite par M Bertin avait permis à la liste PS de remporter la mairie. Quelle légitimité reste-t-il à cette équipe municipale alors que ceux qui ont fait l'élection à la place de Madame Geoffroy sont rétrogradés au rang de conseillers municipaux ?

Un aveu d'échec après 22 mois de mandat.

Dans son rapport introductif, Madame Geoffroy reconnaît néanmoins que les 22 premiers mois de son mandat sont des échecs. Échec démocratique avec des conseils de quartiers en panne (Mas et Village), échec social avec un conflit et une absence de dialogue avec les représentants du personnel municipal, échec quant à la cons-

-truction de nouveaux projets, des services publics en voie de disparition, des indicateurs qui confirment une dégradation, échec dans la gouvernance avec l'accumulation des scandales touchant sa majorité ...

L'ambiance particulièrement tendue qui s'est ressentie lors de ce Conseil Municipal est révélatrice du climat délétère et pesant qui règne sur notre ville. Nous appelons au rassemblement de toutes celles et ceux ayant la volonté de construire en commun un véritable projet alternatif et solidaire. Il est temps que notre ville retrouve de l'ambition et de jours meilleurs.

Retrouvez plus d'informations sur le Conseil municipal page 3

SYNDICALISME : DÉFENDRE L'EMPLOI EST DEVENU UN CRIME POLITIQUE



A l'heure où les ministres du PS dynamitent les droits des travailleurs à grands coups de « réformes » pour « remettre notre économie en mouvement afin de la rendre plus dynamique, créer plus de richesse, d'opportunités et au fond créer de la confiance et de l'espoir » selon M Valls, on nous explique que certains des principes du « Code Badinter » (rapport sur la réforme du Code du Travail présenté par l'ancien ministre - ndlr) sont ancrés depuis longtemps dans notre culture. Parmi ces derniers, la liberté Syndicale. Ouf !

40 ANS D'ÉCHECS ÉCONOMIQUES ET TOUJOURS LA MÊME MUSIQUE

Mais où se trouvent la confiance et l'espoir quand les gouvernements successifs s'appliquent à enfermer les travailleurs dans une précarité toujours plus oppressante, avec toujours moins de droits et de respect ?



Où trouver cette confiance quand les politiques économiques de ces 40 dernières années ne font que renforcer le chômage au profit des plus riches ?

Où trouver cette confiance lorsque le gouvernement de M Valls fait taire les revendications de ceux qui se battent pour l'emploi, à grands coups de communication nauséabonde et de diabolisation des organisations Syndicales ?

RÉPRESSION CONTRE CEUX QUI DÉFENDENT L'EMPLOI

Où se trouve cette soi-disant liberté syndicale, promue par le « Code Badinter » lorsque l'État s'acharne à criminaliser l'action syndicale ?

Où se trouve cette soi-disant liberté syndicale, comme en 2014 pour les 5 de Roanne qui au terme de 43 mois de procédure ont été relaxés ? et plus récemment avec les travailleurs d'ERDF, d'Air France ou les Goodyear condamnés le 12 janvier dernier à 9 mois de prison alors que l'entreprise elle-même avait abandonné les poursuites ?

Il faut croire que le gouvernement ne parle déjà plus le langage des travailleurs, des chômeurs, des précaires, au profit du langage des affaires, des spéculateurs, des exilés fiscaux. Bref la langue des patrons du CAC 40.

MATHILDE

PARLONS FRANCHEMENT ! DES SOLUTIONS AU CHÔMAGE, À LA PRÉCARITÉ EXISTENT

Les communistes le disent haut et fort, il faut d'urgence :

- 1- Augmenter les salaires et porter le SMIC à 1700€ brut.
- 2- Augmenter les retraites et revenir aux 60 ans avec 37,5 annuités cotisées.
- 3- Diminuer le temps de travail à 32h sans baisse de salaire.
- 4- Mener une politique d'emploi basée, non plus sur une "baisse du coût du travail", mais contre le "coût du capital"
- 5- Lutter contre l'insécurité et notamment la première d'entre-elle : l'Insécurité sociale
- 6- Renforcer la présence des services publics (hôpitaux, écoles, police, poste, et autre.)

LE PACTOLE DU CICE TOURNE À PLEIN RÉGIME MAIS POUR QUEL USAGE ?

Selon les informations données par "Les Échos", le CICE (Crédit d'impôts pour la compétitivité et l'emploi), au cœur de la politique pro entreprise de l'exécutif, tourne à plein régime. Pour la seule année 2015, un million d'entreprises en ont bénéficié pour un montant total de 17,5 milliards. Le montant cumulé s'élève à plus de 27 milliards.

Pour quel usage précis ? Quelle utilisation ? "Les données manquent"... Mais pourquoi attendre la moindre évaluation du comité suivi du CICE puisque François Hollande vient d'annoncer sa transformation en baisse pérenne des cotisations sociales. Le Medef a applaudi en demandant que les choses aillent vite.

La transparence et l'évaluation sur le CICE doit s'imposer par des initiatives à l'échelle des bassins d'emplois. Combien de CICE a été distribué ? Quelles entreprises en ont bénéficié ? Pour quels usages en terme de création d'emplois, d'investissements utiles. Des études récentes évoquent une augmentation des salaires ? Pour qui ?

VAULX-EN-VELIN : L'USEP, VICTIME DES COUPES BUDGÉTAIRES DE LA MAIRIE PS-DROITE !

Comme beaucoup d'associations et de clubs sportifs vaudais, l'Union sportive de l'enseignement du premier degré (USEP) n'échappe pas à la règle budgétaire défendue par la maire PS de Vaulx-en-Velin, Hélène Geoffroy.

Créée dans la commune il y a 40 ans, l'association qui compte 1600 enfants inscrits et 102 animateurs traverse une situation financière compliquée au point que les animateurs (de jeunes vaudais pour la plupart) n'ont pas eu leur salaire versé depuis le début de la rentrée 2015.

80.000€ EN MOINS

Cette situation s'explique essentiellement par la baisse de la subvention attribuée par la municipalité qui reste aujourd'hui le seul financeur (100.000 € en 2015 contre 180.000 € en 2014, soit une baisse de 80.000 €).

Pourtant lors d'une entrevue avec les responsables de l'association, la mairie avait clairement affiché son souhait de maintenir cette subvention. Un premier acompte de 100.000 € a alors été versé à l'association.

Après de multiples relances des responsables de l'association, la

municipalité leur a finalement précisé que l'acompte versé constituait la totalité de la dotation annuelle 2015 !

Malgré l'engagement affiché de la municipalité de faire de l'éducation des jeunes vaudais la priorité n°1 de ce mandat, Hélène Geoffroy et son exécutif n'ont aucunement la volonté de sortir l'USEP de la crise.

UN RÔLE MOTEUR D'ÉDUCATION POPULAIRE

L'USEP offre aux élèves la possibilité de se former aux pratiques sportives et à la vie associative. Elle les prépare à devenir des adultes sportifs et des citoyens responsables. L'USEP permet surtout aux jeunes vaudais de bénéficier, tout au long de l'année scolaire et à un prix abordable pour les familles, des activités sportives et culturelles proposées par les animateurs.

Au moment où nous traversons une crise sociale et sécuritaire majeure, exprimée par un chômage et une pauvreté de plus en plus élevés, il est plus que jamais nécessaire de maintenir cette structure jouant pleinement son rôle d'éducation populaire.

Lucas, Michèle et Behaa



L'USEP DANS LE VISEUR

Finalement le Conseil municipal a voté les subventions pour les clubs sportifs et associations. L'USEP perdra encore 20.000€ pour l'année 2016.

Morad Aggoun démis de sa fonction d'adjoint par le conseil municipal

Le conseil municipal de Vaulx-en-Velin vient de démettre officiellement Morad Aggoun de sa fonction d'adjoint au maire. 38 ont voté pour le retrait de sa fonction, 2 contre. Il est soupçonné d'avoir violé la secrétaire du service logement dans l'enceinte de l'hôtel de ville.

VAULX-EN-VELIN : LES BRÈVES DU CONSEIL MUNICIPAL, L'AN I DE L'AUSTÉRITÉ

UN BUDGET EN STAGNATION

C'est la première fois depuis les années 90 que le budget de la municipalité va stagner.

Les vaudais vont payer les lourdes erreurs stratégiques de la municipalité : Achat de l'Hôtel du Nord (1 million d'€), nouveau protocole avec Alliadé (500.000€), abandon du centre aquatique (1 million d'€) ... La majorité PS-droite ayant jeté l'argent par les fenêtres.

L'ÈRE DE L'AUSTÉRITÉ

Une des conséquences directes de ces choix : Faire payer cet argent

gâché par des suppressions de postes.

Ce sont 25 postes d'agents municipaux qui sont supprimés, 5 seront utilisés pour renforcer la police municipale. Au final, alors que le chômage est au plus haut, la mairie va économiser 1 million d'euros en supprimant 20 emplois. On voit directement le lien entre les erreurs de la majorité PS-droite et ceux qui vont payer leur incompétence.

Les besoins de la population ne sont pas pris en compte, ni mis en avant. De plus les ambitions de cette majorité PS-Droite sont bien maigres :

finir les projets de l'ancienne municipalité communiste/Front de gauche et lancer deux chantiers : l'école Carthailac au Sud et une médiathèque au Mas. Rien d'autre.

Cette majorité lance la 1ère réduction de personnel à Vaulx-en-Velin et accepte, sans combattre, la baisse des dotations de l'État. Hélène Geoffroy, lançant devant le Conseil municipal qu'elle « ne passe pas arriver à ses objectifs lors de ce mandat ».

Nicolas

NOUS VOUS DEMANDONS SOLENNELLEMENT DE VOTER CONTRE CETTE RÉFORME CONSTITUTIONNELLE !

À l'attention de Madame Hélène Geoffroy, députée de la 7ème circonscription du Rhône, maire de Vaulx-en-Velin, Vice-présidente de la Métropole DE LYON

Ne permettez pas que le pays vive sous un état d'urgence permanent.

Nous savons que les actes de terrorisme appellent des réponses à la mesure du danger qu'ils représentent, nous savons que le rôle des forces de l'ordre et de la justice est essentiel pour protéger nos libertés.

L'état d'urgence a été voté en novembre dans l'émotion des attentats et sous la pression démagogique de responsables politiques qui cultivent la peur.

La réforme constitutionnelle à venir intègre le renforcement des pouvoirs de la police, la réforme de la procédure pénale et la déchéance de nationalité puisée dans les propositions de la droite et de l'extrême droite. Elle les légitime.

Si l'État de droit cède à l'État d'exception, c'est la démocratie qui est mise à mal.

A quoi sert l'instauration de l'état d'urgence ? Plus de 500 assignations à résidence, et plus de 4.000 perquisitions, pour une seule mise en examen, mais l'interdiction des mobilisations citoyennes, des manifestations de la COP21 et le musellement des organisations syndicales.



A quoi servira la déchéance de nationalité ? Aucune efficacité pour lutter contre le terrorisme, mais c'est délivrer une nouvelle fois le message d'une France divisée, c'est stigmatiser les binationaux et plus globalement les musulmans ou supposés tels, c'est accroître dramatiquement le sentiment d'exclusion. C'est mettre en péril la notion de citoyenneté et de République.

Ce n'est pas d'une refondation sécuritaire et autoritaire dont nous avons besoin, mais d'une République sociale et démocratique, qui lutte contre le chômage et la précarité, contre tous les racismes, les discriminations,

pour une France solidaire, ouverte à l'autre, accueillante, libre et fraternelle.

Madame la Députée, nous vous demandons solennellement de voter contre la prolongation et la constitutionnalisation de l'état d'urgence.

PETITION EN LIGNE

change.org

Appel collectif de citoyens de la 7ème circonscription du Rhône

AUX ACTES CITOYENS!

JE REJOINS LE PCF

Nom :

Prénom :

Adresse :

E-mail :

Tél :

BULLETIN À RENVOYER À : PCF RHÔNE, 1 COURS ALBERT THOMAS 69003 LYON -

PCFVAULX@WANADOO.FR

PCF **LE VAUDAIS**
Journal des communistes de Vaulx-en-Velin